

# Voix Suisse romande

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile**

Band (Jahr): **42 (1995)**

Heft 4

PDF erstellt am: **22.07.2024**

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

## E d i t o r o m a n d

### Espoir et désespoir

Plusieurs sirènes, dans notre pays, s'acharnent à démontrer l'inutilité de la PCi et notamment de la réforme dont un des points forts sera de pousser les organisations à coordonner leurs actions avec l'ensemble de ses partenaires.

L'espoir provient du fait que la réforme de la PCi répond à toutes les attentes des secouristes de ce pays; elle va dans la ligne

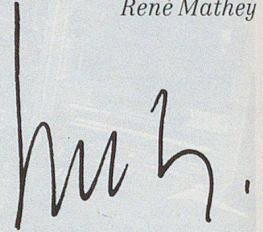
de la politique de sécurité mise au point par la Confédération. Pourtant, prouver l'utilité de la seule PCi est un piège dans lequel il ne faut pas tomber. Non pas qu'à elle seule elle ne puisse démontrer une série de qualités, mais simplement parce que le sauvetage et la protection d'une population passent par un ensemble de «forces spécialisées et entraînées».

Le désespoir est de penser un instant à ce qui s'est passé le 20 mars à Tokyo. La «nouveau» mise en avant par cet épouvantable événement est le fait que des groupuscules très agissants n'hésitent pas à s'en prendre à des civils. La seule réponse possible en matière de sauvetage en de telles circonstances, est celle que peut

apporter un «système» qui met en œuvre des forces du front (police, pompiers, sa-maritains, hôpitaux, etc.) et celles qui peuvent apporter en peu de temps une aide logistique de grande envergure (PCi, armée).

Prétendre que ce genre de «catastrophe» ne peut se produire dans notre pays revient à nier l'existence des chambres à gaz.

René Mathey




Au premier plan des 150 participants: 3<sup>e</sup> à gauche, Pierre Tillmanns, conseiller municipal, Jean-François Cachin, commandant du feu.

Une certaine «amertume»

## Lausanne au rapport

Plus de 150 cadres de l'OPC lausannois étaient présents pour ce rapport annuel. Parmi les invités, on remarquait la présence de Pierre Tillmanns, municipal et directeur de la sécurité sociale et environnement, M. Gorgé, préfet du district de Lausanne, Michel Buttin, chef du Service cantonal PCi, Jean-François Cachin, commandant du feu.

RENÉ MATHEY

Dans son rapport, Jean-Claude Siggen, chef de l'OPC, relève notamment: «...les communes restent les principales responsables de l'exécution des mesures prévues et de la mise en place des structures, mais elles n'ont pas eu ou si peu l'occasion d'exprimer leur opinion et de se faire réellement entendre.»

Plus loin, J.-C. Siggen fustige la mise en

avant par la Berne fédérale des mesures d'économies qu'engendrera la réforme. Comme il le déclare lui-même: «C'est surtout cela que les responsables politiques ont retenu, au point que le grand argentier lausannois s'attendait à une forte baisse du budget 1995; il oubliait tout simplement que l'important retard qu'accuse notre ville en matière de PCi ne laisse pas espérer d'économies dans l'immédiat.»

### C'est la faute à... Berne

Pierre Tillmanns, municipal, n'a pas tout à fait le même point de vue, tant s'en faut. Il part de l'idée, tout en se félicitant de cette réforme: «Il serait bien plus simple que la mise en œuvre de cette politique soit le fait du décideur, c'est-à-dire de la Confédération, comme c'est le cas pour l'armée, puisqu'on aime à dire que qui commande paie!»

Il faut dire que la situation financière de la ville n'est guère brillante, si ce n'est franchement mauvaise. Le budget pour 1995 prévoit un déficit d'environ 60 millions de francs alors qu'initialement il était de plus de 100 millions sur un total de fonctionnement de plus de 1 milliard.

Pierre Tillmanns a pourtant fait l'éloge des actions diverses de la PCi durant l'année

écoulée, depuis la gare de Lausanne en passant par le téléthon.

Cela étant, il n'échappera à personne le fait que la ville de Lausanne est probablement une des plus en retard dans le domaine des constructions et de la structure, malgré le dévouement certain de la plupart de ses membres. Sans parler de mésentente, ce qui constituerait une exagération certaine, il faut pourtant bien se rendre à l'évidence que l'osmose ne semble pas régner entre le pouvoir politique et la PCi.

D'ailleurs pour beaucoup de participants, «le renvoi de balles» auquel on assiste depuis plusieurs années dans ce rapport est du plus mauvais effet. Il est certain que pour beaucoup, la motivation n'y est plus.

### Adieu l'ami

Le chef de l'instruction, Bernard Favre, a été victime d'un tragique accident le 31 décembre 1994. Un hommage appuyé lui a été rendu tant par les autorités que par ses collègues. Sa rigueur, son humour et son sens de la pédagogie resteront pour beaucoup un exemple à suivre.

Lors du bref rappel de ce tragique accident, l'émotion a étreint beaucoup de ses amis et camarades. Que son épouse et ses jeunes enfants trouvent, dans ces quelques

lignes, l'hommage sincère de la rédaction de «Protection civile», dont le soussigné a eu le privilège de compter parmi ses amis.

### Abris pour la population et constructions pour l'OPC

Lors du rapport d'activité, il a été fait état de la mise en service d'un abri public de 747 places aux Cèdes, auxquels il faut ajouter 22 nouveaux abris privés qui totalisent 1773 places protégées. La progression n'est que de 0,6% pour s'établir à 78,3%. On apprend encore que beaucoup d'abris ne sont plus «salubres» puisque ne répondant plus aux normes en vigueur. Par exemple, sur les 32 500 places concernées, seules une dizaine de milliers d'entre elles pourront être modernisées.

Là aussi, les restrictions budgétaires vont ralentir fortement les nouvelles constructions.

Du côté des ouvrages protégés, citons que le poste d'attente et poste sanitaire situés sous l'école de Boissonnet sont en voie d'achèvement. Cette construction complètera, avec celle réalisée à Coteau-Fleuri, la structure du nord-est de la ville. Pour le reste, plusieurs projets sont encore en discussion. ▀

## MARKTNOTIZEN

Mit dem mobiSET hat die WGF-Fahrzeugteile AG in Uslar (D) ein neuartiges international patentiertes Sicherheitssystem für den Strassenverkehr entwickelt. In einer handlichen Tasche verpackt findet es auch im kleinsten PW Platz. Schnell montiert und einsetzbar verwandelt sich mobiSET zu einem ungewöhnlich vielseitigen Helfer. Fachleute haben die einzelnen Funktionen ausgiebig getestet und sind vom Ergebnis begeistert. Zu den hervorragendsten Merkmalen von mobiSET zählen: gefahrloses Abschleppen von Fahrzeugen bis 3000 kg zulässiges Gesamtgewicht; Freischaufeln aus Schnee, Sand oder unwegbarem Gelände; bequemes Lösen der Radmuttern; Bergen von Personen aus verunglückten Fahrzeugen; Beseitigen von Verschmutzungen. Neben der funktionellen Vielseitigkeit wurde grösster Wert auf Verarbeitung und Sicherheit gelegt.

Bezug in der Schweiz:  
Gebr. Knechtli  
Dorfstrasse 14  
5314 Kleindöttingen  
Telefon 058 45 23 24  
Telefax 058 45 62 33

## Sicherheitsset für Autofahrer

